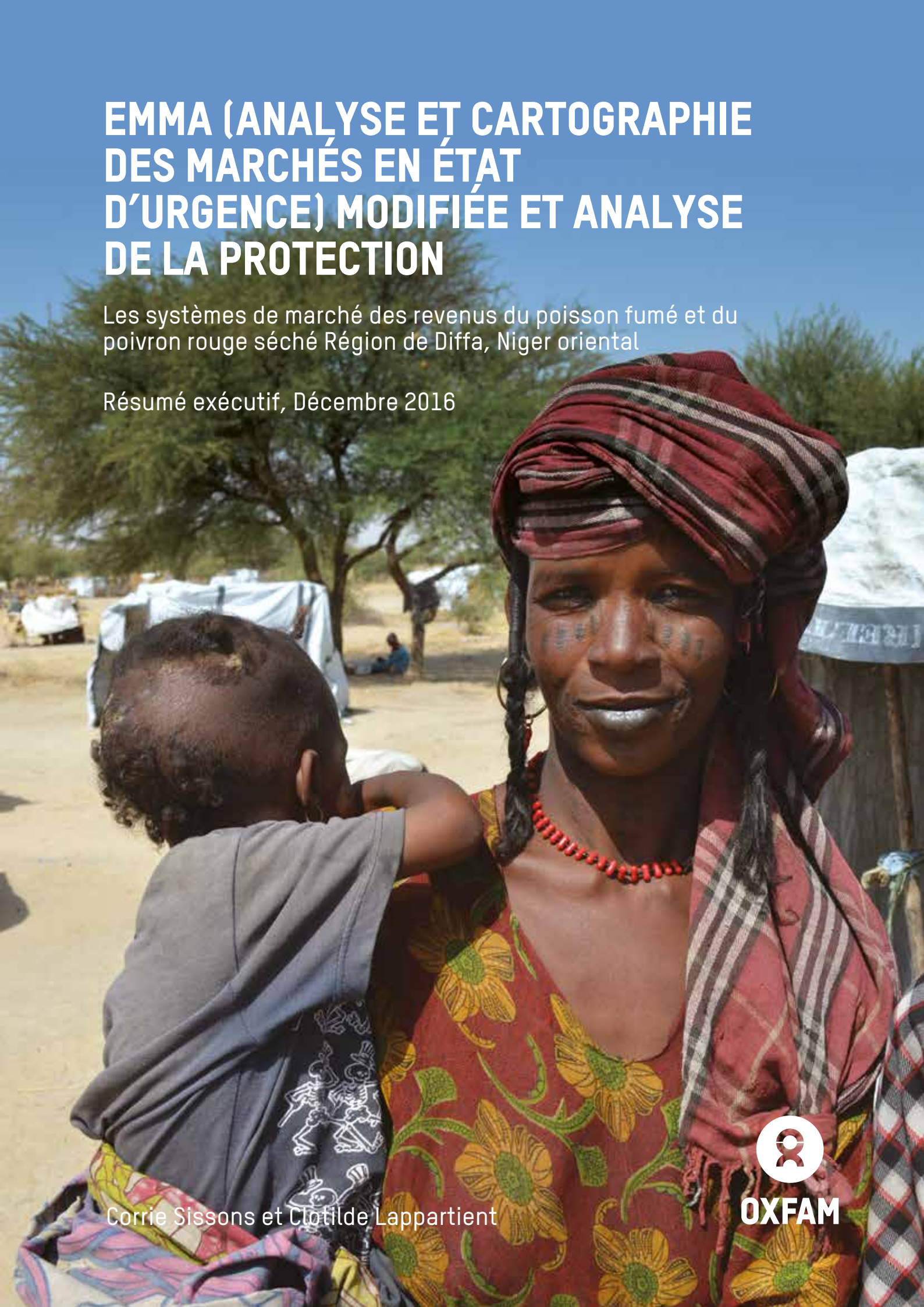
EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché Région de Diffa, Niger oriental

Résumé exécutif, Décembre 2016



Corrie Sissons et Clotilde Lappartient

OXFAM

CONTEXTE ET OBJECTIF DE L'ÉTUDE

Le conflit violent qui sévit en raison des actions de Boko Haram et les opérations militaires lancées pour le combattre depuis presque sept ans ont entraîné une crise humanitaire et un exode aux effets dévastateurs dans les pays du bassin du lac Tchad, à savoir le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun. À Diffa, la région la plus orientale du Niger qui jouxte le nord-est du Nigeria, plus de 250 000 personnes, abandonnant leurs maisons et leurs terres agricoles, ont été déplacées par les attaques de Boko Haram[1] et les opérations militaires. Le Niger est l'un des pays les plus pauvres au monde[2] et Diffa l'une de ses régions les plus défavorisées, de sorte que l'arrivée d'un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés provoque une énorme pression sur des ressources déjà limitées. En raison de sa proximité avec le Tchad et le Nigeria, cette partie du Niger est, de plus, fortement tributaire du commerce transfrontalier.

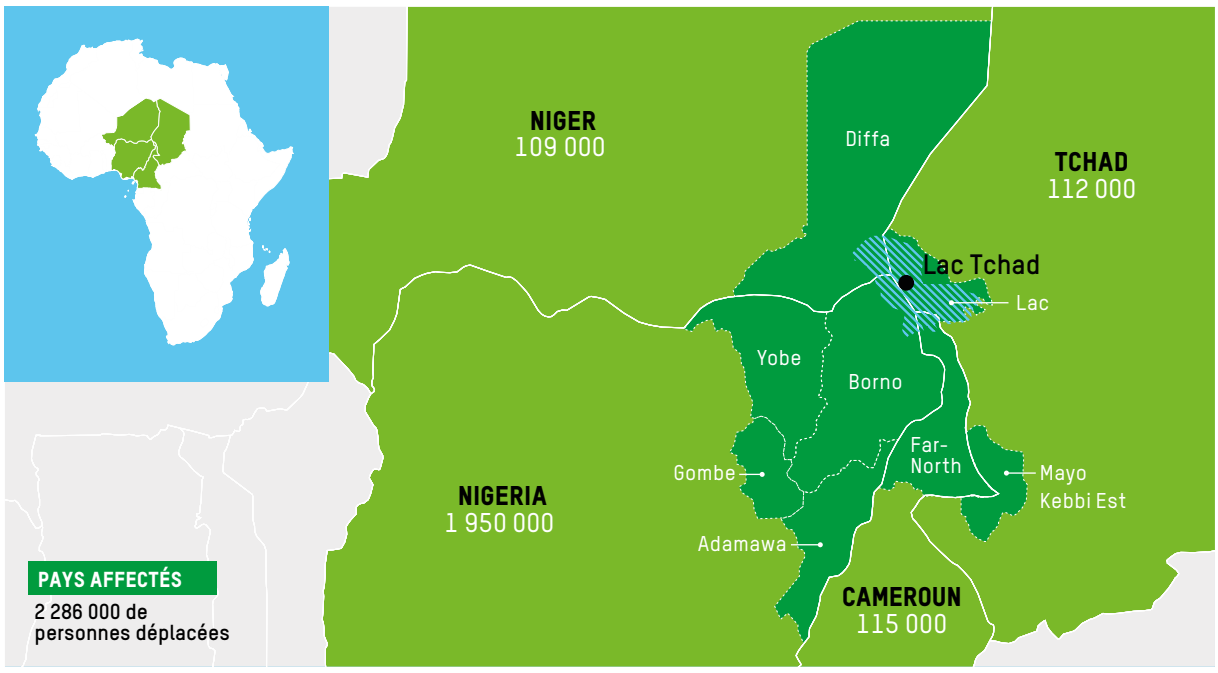
Le gouvernement du Niger a déclaré l'état d'urgence dans la région de Diffa en février 2015, dans le cadre de son objectif de combattre Boko Haram. En novembre 2016, celui-ci a été prolongé encore une fois de trois mois. En vertu de l'état d'urgence, le gouvernement a déplacé les personnes vivant au niveau de la zone frontalière avec le Nigeria et a imposé toute une série de mesures et de restrictions qui ont limité leur liberté de mouvement. Celles-ci ont eu pour effet de réduire les activités de moyens de subsistance, telles que la pêche ou la vente de poisson, et l'achat de carburant et d'engrais essentiels pour la production agricole.

Le gouvernement a déclaré que ces restrictions sont destinées à empêcher Boko Haram d'avoir accès à des denrées, à de l'argent et à des fournitures. Reste qu'avec la fermeture des frontières et la présence d'opérations militaires dans ces régions, le commerce transfrontalier a lui aussi été gravement touché.

Les mesures prises par le gouvernement rendent encore plus difficile la vie des populations, les habitants de la région de Diffa étant fortement tributaires de la pêche et de la production de cultures de rente (telles que le poivron rouge séché) comme principales sources de revenus. La conjonction des violences perpétrées par Boko Haram, des opérations militaires les combattant et des restrictions imposées par le gouvernement ont donc pour effet d'exposer les populations affectées à de multiples risques de'atteinte à la protection alors qu'elles essaient de survivre.

Dans le cadre de son intervention d'urgence dans la région de Diffa au Niger, Oxfam au Niger a entrepris une analyse et la cartographie des marchés en état d'urgence modifiée (désignée ci-après par l'acronyme anglais « EMMA » - *Emergency Market Mapping Analysis*). L'objectif général était de comprendre les effets qu'ont pu avoir les violences perpétrées par Boko Haram et les opérations militaires les combattant sur les activités essentielles de moyens de subsistance des populations touchées. Ce travail s'est accompagné d'une analyse des risques d'atteinte à la protection afin de mieux comprendre comment les changements survenus pendant la crise sur les activités génératrices de revenus ont pour effet d'exposer hommes, femmes, filles et garçons à des menaces de protection nouvelles ou accrues. La réalisation d'une étude EMMA modifiée a permis aux équipes d'analyser les dynamiques passées et actuelles des marchés de moyens de subsistance

CARTE 1 BASSIN DU LAC TCHAD, NOVEMBRE 2016



Des prises sur le bord du lac Tchad. Photo: Maxime Foissy/Oxfam

critiques dans la région de Diffa en termes des revenus qu'elles apportent aux communautés affectées. Elle expose dans le même temps les menaces et les vulnérabilités auxquelles les populations sont confrontées lors de la crise qui est en train de se dérouler. Elle fait également apparaître de quelle manière ces perturbations du marché des revenus sont susceptibles d'accroître l'exposition à des risques d'atteinte à la protection et de nuire à la capacité de la population d'y faire face. Ce type d'analyse est essentiel pour échafauder un programme d'appui aux moyens de subsistance basé sur les marchés et pour comprendre comment mettre en œuvre des programmes « directs » et « indirects » de protection et d'appui aux moyens de subsistance ne nuisant pas aux populations.

MÉTHODOLOGIE

Aux fins de cette analyse, Oxfam a modifié la démarche EMMA[3] classique pour lui ajouter des éléments spécifiques portant sur l'analyse des risques d'atteinte à la protection. Une démarche EMMA en 10 étapes a donc été suivie : revue documentaire, choix des marchés à analyser, cartographie préliminaire de systèmes de marché e des risques d'atteinte à la protection, travail de terrain, analyse des marchés, des besoins et des déficits, ainsi qu'analyse des risques, des vulnérabilités et du pouvoir.

Pour chaque marché critique, une équipe de terrain (basée dans le bureau d'Oxfam à Diffa et gérée à distance par le personnel basé à Niamey pour des raisons de sécurité) a effectué la collecte des données à la fin du mois d'octobre 2016. Les données ont été recueillies en interrogeant différents acteurs de chaque chaîne de marché (par ex. des agriculteurs, des commerçants, des transporteurs), ainsi qu'en essayant de mieux comprendre les principaux facteurs environnementaux et les infrastructures clés pour chaque marché. La valeur ajoutée de cette EMMA modifiée réside dans sa capacité de comprendre les risques et les menaces de protection en jeu à chaque étape. Tant pour le marché du poisson fumé que pour celui du poivron rouge séché, les principaux axes analytiques qui ont en cadré le travail de terrain se sont concentrés sur les questions suivantes :

1. Comment le conflit en cours impliquant Boko Haram et les opérations militaires le combattant a-t-il affecté le système de marché et exposé les acteurs à des risques en matière de protection ?

2. Quelles sont les stratégies adoptées par les populations qui dépendaient de ces marchés de revenus, et quels en sont les risques associés en matière de protection ?

3. Quelles pourraient être des options d'intervention sûres et appropriées capables de soutenir les moyens de subsistance et de réduire les risques d'atteinte à la protection pour les ménages pauvres victimes d'une perte de leurs revenus en raison des perturbations subies par les marchés ?

POPULATION CIBLE, SCÉNARIO ET SYSTÈMES DE MARCHÉ CRITIQUES

Population cible

La population cible de cette étude EMMA modifiée sont les personnes déplacées, les réfugiés et les retournés, ainsi que les ménages des communautés d'accueil, qui sont vulnérables et touchés par le conflit et qui gagnaient leur vie avant la crise actuelle comme petits cultivateurs de poivron ou pêcheurs[4]. Selon différentes sources, environ 15 000 pêcheurs opéraient sur ce marché avant février 2015, et de nombreux autres travailleurs journaliers étaient employés à la haute saison. Toutefois, les données d'Oxfam donnent à penser que ce chiffre pourrait être plus élevé et se situer aux alentours de 14 % de la population (soit 35 000 personnes)[5]. Officiellement, on compte entre 5000 et 6000 producteurs de poivron dans la région, mais il est largement admis que bien plus d'individus sont tributaires de ce marché pour leurs revenus. On pense que près des deux tiers de la population de la région de Diffa dépendent de l'agriculture comme principale source de revenus, en majorité de cultures irriguées (principalement de poivron)[6].

Scénarios

Crise : Aux fins de l'étude, l'actuelle situation d'urgence prend en compte la multitude de facteurs et de chocs continus qui ne cessent d'affecter la population de la région de Diffa. On compte notamment parmi eux la dévaluation du naira nigérian, l'insécurité alimentaire saisonnière et les inondations. On considère cependant que les facteurs actuels les plus critiques en termes de perturbation du marché des revenus et comme problèmes de protection sont bien le conflit impliquant Boko Haram et les opérations militaires le combattant ainsi que les récents mouvements de population. Le gouvernement du Niger a déclaré l'état d'urgence le 11 février 2015 pour l'ensemble de la région de Diffa, au titre de ce qu'il a décrété être son combat contre Boko Haram. Celui-ci ainsi que la prolongation ultérieure de l'état d'urgence en novembre 2016 ont abouti à une intensification de la présence militaire, des arrestations et de la détention de personnes, à des restrictions imposées aux mouvements des personnes et des marchandises à l'intérieur de la région, de même qu'à des restrictions d'accès aux terres agricoles et au commerce transfrontalier. De nombreux centres de marché à l'est de Diffa ont été fermés et des limitations ont été imposées sur certaines activités de moyens de subsistance ainsi que sur leurs outils et intrants nécessaires. Les activités les plus concernées sont la pêche sur les rives du lac Tchad et la culture de céréales et de légumes dans les zones productives irriguées par la rivière Koumadougou à proximité de la frontière nigériane. Les populations ont désormais bien plus de mal à mener des activités rémunératrices et le pouvoir d'achat des ménages a chuté. En raison de la perturbation des marchés des revenus ainsi que du manque de possibilités de moyens de subsistance, la population vulnérable en est maintenant arrivée au stade de devoir choisir entre un éventail de stratégies d'adaptation risquées pour survivre : pêche clandestine, collecte de bois de chauffage dans des zones de déplacement ou échange d'actes sexuels contre de la nourriture ou de l'argent.

Situation de référence : L'étude a utilisé février 2015 comme point de référence à des fins de comparaison avec la situation actuelle du marché. On estime en effet que c'est en février 2015 la dernière fois que les marchés étaient proches de la « normale », juste avant que le gouvernement n'impose l'état d'urgence en février 2015 dans le cadre de son objectif déclaré de lutter contre Boko Haram. Depuis lors, le conflit entre Boko Haram et les opérations militaires déployées pour le neutraliser s'est très nettement intensifié, entraînant plus de 121[7] incidents de sécurité enregistrés dans la région de Diffa et le déplacement de plus de 250 000 personnes en octobre 2016[8].

SYSTÈMES DE MARCHÉ CRITIQUES

En collaboration avec d'autres acteurs humanitaires et les Nations unies, Oxfam a choisi d'analyser les marchés du poisson fumé et du poivron rouge séché. À eux deux, ces systèmes contribuaient à hauteur de 28 milliards de francs CFA (48 millions de dollars)[9] à l'économie nigérienne avant le début du conflit de Boko Haram. La grande majorité de ces revenus provenaient d'exportations vers le Nigeria. Les principaux moyens de subsistance pour la zone de la Koumadougou portaient sur le poivron rouge irrigué (baptisé localement « l'or rouge » en raison de sa forte valeur marchande) et sur la pêche dans le lac Tchad, concernant 306 746 personnes[10]. Un fort pourcentage de la population dans la partie la plus orientale de la région de Diffa, sur les rives du lac Tchad, dépendait du marché du poisson comme principale source de revenus. La majorité de la population dans la zone de la Koumadougou est tributaire de moyens de subsistance agricoles et de la vente de cultures de rente, surtout de poivron rouge. La pêche était une activité essentiellement associée aux ménages les plus pauvres dans la zone des moyens de subsistance sur les rives du lac Tchad. Les données de l'analyse de l'économie des ménages révèlent que 76 % des habitants de la zone de la Koumadougou où le poivron rouge est cultivé sont soit « pauvres » soit « très pauvres »[11]. Il est donc possible d'affirmer que la sécurité alimentaire dans la région de Diffa est directement liée à la capacité de la population à participer à la culture du poivron rouge et à sa vente sous forme séchée[12]. Par conséquent, les marchés sont l'un comme l'autre essentiels à l'économie dans cette partie du Niger et aux moyens de subsistance de la population de Diffa.

PRINCIPALES CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS PAR SYSTÈME DE MARCHÉ

Si certes l'insécurité et la crainte des attaques perpétrées par Boko Haram représentent une importante source de menaces pour la population touchée, il n'en reste pas moins que pour les deux marchés essentiels sélectionnés, les restrictions résultant de l'état d'urgence imposé dans la région de Diffa sont de loin le facteur prohibitif majeur. Les mesures spécifiques qui ont été mises en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence ont eu des effets négatifs et profonds tant sur le marché du poisson fumé que sur celui du poivron rouge séché, ainsi que sur les différentes couches de la société qui en dépendent pour leurs revenus, surtout les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces restrictions ont également exposé les populations affectées à d'autres risques d'atteinte à la protection si elles venaient à tenter de reprendre leurs activités lucratives (en particulier sur le marché du poisson fumé). L'état d'urgence a eu donc pour effet de contraindre les populations à adopter de nouvelles stratégies d'adaptation plus risquées.

1. Le système de marché du poisson fumé

Le marché du poisson fumé joue un rôle majeur comme source de revenus pour la population de Diffa, en particulier dans le département de Bosso, de N'Guigmi et le long de la Koumadougou. En plus des nombreuses communautés de pêcheurs qui y vivent, des travailleurs saisonniers de la région de Diffa et des pays voisins y migrent pour se livrer au commerce de la pêche pendant la haute saison de mars à mai. La pêche est surtout pratiquée par des ménages pauvres : les hommes s'occupent de pêcher tandis que les femmes et les filles se chargent du fumage[13]. Le marché du poisson profite aussi à d'autres couches de la société, de ménages à revenus moyens à plus aisés jusqu'à de grandes entreprises de pêche pour toutes les activités de fumage, de collecte, de transport, de stockage et de vente. En plus de cela, des travailleurs journaliers sont employés à divers stades de la chaîne du marché (les hommes pour la pêche et le chargement et les

L'équipe EMMA s'entretient avec un commerçant, marché central de Diffa.
Photo: Corrie Sissons/Oxfam

Sacs de poivrons rouges séchés, marché central de Diffa.
Photo: Corrie Sissons/Oxfam

femmes pour le processus de fumage), ce qui en fait ainsi une source majeure de revenus dans la région. Beaucoup de ménages pauvres sont directement ou indirectement tributaires du marché du poisson pour leurs revenus et leur alimentation. S'agissant principalement d'un marché informel, il est non seulement capable d'être une source lucrative vitale pour les ménages, mais c'est aussi une source essentielle de protéines.

Depuis février 2015, le conflit qui sévit en raison des actions de Boko Haram et les opérations militaires le combattre a ont gravement détérioré le marché du poisson fumé dans la région de Diffa, limitant la liberté de mouvement et l'accès aux zones de pêche (surtout aux rives du lac Tchad, mais aussi à certaines zones de la Koumadougou), où les restrictions et la présence militaire se sont intensifiées. Pourtant, l'interdiction de la pêche et de la vente de poisson décrétée par le gouvernement dans toute la région de Diffa dans le cadre des mesures d'urgence est de loin le facteur ayant le plus d'impact sur le marché du poisson fumé à Diffa. Cette décision a été justifiée par des allégations qu'une grande partie des revenus de Boko Haram proviendrait du commerce du poisson au Nigeria. Quoi qu'il en soit, elle a peu ou prou anéanti la possibilité que le marché du poisson fumé soit une source de revenu pour la population dans la région de Diffa. En décrétant maintenant illégales toutes les activités connexes, l'interdiction de la pêche et de la vente de poisson a eu de lourdes répercussions sur le marché du poisson fumé. Elle expose les rares acteurs vulnérables du marché (surtout les ménages de pêcheurs pauvres et les transporteurs) à des risques très élevés de protection d'atteinte à leur. Pour les ménages qui continuent de pêcher, la production a chuté de 94 %, passant de 10 cartons par mois à moins d'un, tandis que les revenus ont reculé de 88 %. Les pêcheurs craignent les actes de violence et d'extorsion perpétrés par Boko Haram dans les zones de pêche, car en essayant de se cacher des militaires, ils s'exposent à davantage de rencontres avec le groupe armé. Ils redoutent également d'être identifiés par les forces de sécurité, qui, au mieux, les arrêteraient, les incarcéreraient et leur confisqueraient leurs prises. Alors que le manque d'assistance et de moyens de subsistance oblige certains ménages de pêcheurs pauvres à continuer de pêcher et ce malgré les grands risques qu'ils encourent, d'autres se prêtent dorénavant à des stratégies d'adaptation qui les exposent à des risques supplémentaires d'atteinte à leur protection, comme par exemple la coupe du bois, l'échange d'actes sexuels contre de la nourriture ou de l'argent et le mariage précoce. En octobre 2016, 20 % des anciens foyers de pêcheurs interrogés dans le cadre de l'évaluation multisectorielle d'Oxfam ont indiqué se résoudre à marier leurs jeunes filles plus tôt qu'ils ne l'auraient souhaité afin de réduire la pression sur leurs ressources.

Poisson fumé, marché central de Diffa. Photo: Corrie Sissons/Oxfam

Les principales recommandations pour le marché du poisson fumé sont les suivantes :

À l'intention du gouvernement du Niger

- Réévaluer les mesures introduites en vertu de l'état d'urgence qui ont un impact négatif sur les moyens de subsistance liés à la production de poisson et qui accroissent l'exposition des acteurs de ce marché à des menaces, notamment :
  - en discutant avec les communautés, afin de déterminer comment faire pour qu'elles puissent progressivement retrouver accès au lac et se remettre à pêcher ;
  - en mettant fin à l'interdiction de la pêche et de la vente de poisson fumé sur les marchés ;
  - en revoyant les mesures qui restreignent la liberté de mouvement et la capacité de commercer des populations (par ex. le couvre-feu et l'interdiction de circuler à moto).
- Prioriser la sécurité et la protection des civils, leur dignité et leurs droits humains en vertu des lois nationales, ainsi que des cadres régionaux tels que la Convention de Kampala et la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur les réfugiés, le droit international humanitaire et des droits humains et les normes humanitaires.
- Élaborer des stratégies efficaces pour cerner et minimiser les risques d'atteinte à la protection résultant de l'état d'urgence afin de protéger les ménages de pêcheurs pauvres et d'autres acteurs vulnérables de la chaîne. Celles-ci passent notamment par le renforcement de la formation des forces de sécurité et des agents civils des pouvoirs publics à leurs obligations et les droits des personnes en vertu des droits humains et des normes du droit humanitaire, ainsi que par la consolidation des mécanismes de responsabilisation.

À l'intention des bailleurs de fonds, des États et des Nations unies

En plus de financer des réponses aux besoins d'urgence critiques, les bailleurs de fonds et les États devraient financer des programmes de rétablissement et de développement des moyens de subsistance pour les ménages de pêcheurs pauvres touchés par le conflit dans la région de Diffa.

- Assurer une meilleure coordination entre les acteurs des secteurs humanitaire, du développement et privé pour renforcer les liens et mettre en œuvre des programmes humanitaires et de relèvement précoce qui soutiennent le rétablissement des moyens de subsistance des populations, leur apportent des options alternatives de moyens de subsistance et renforcent leur résilience.
- Faire pression sur le gouvernement du Niger afin de réévaluer les mesures instaurées au titre de l'état d'urgence qui portent atteinte aux moyens de subsistance de la population et accroissent les risques d'atteinte à la protection, notamment :
  - en discutant avec les communautés, afin de déterminer comment faire pour qu'elles puissent progressivement retrouver accès au lac et se remettre à pêcher ;
  - en mettant fin à l'interdiction de la pêche et de la vente de poisson fumé sur les marchés ;
  - en revoyant les mesures qui restreignent la liberté de mouvement et la capacité de commercer des populations (par ex. le couvre-feu et l'interdiction de circuler à moto).
- Faire pression auprès du gouvernement en vue d'élaborer des stratégies efficaces pour cerner et minimiser les risques d'atteinte à la protection résultant de l'état d'urgence afin de protéger les ménages de pêcheurs pauvres et d'autres acteurs vulnérables. Celles-ci passent notamment par le renforcement de la formation des forces de sécurité et des agents civils des pouvoirs publics concernant leurs obligations et les droits des personnes en vertu des droits humains et des normes du droit humanitaire, ainsi que par la consolidation des mécanismes de responsabilisation.

À l'intention du gouvernement du Niger, des bailleurs de fonds, des Nations unies, des organisations humanitaires et de développement

- Soutenir les ménages de pêcheurs pour qu'ils s'organisent en coopératives de pêche et faciliter ainsi le partage des connaissances et des compétences, favoriser la protection à base communautaire et renforcer leur pouvoir d'achat et de vente.
- Soutenir de nouvelles activités génératrices de revenus ou des possibilités d'emploi temporaire pour les ménages de pêcheurs pauvres en attendant la cessation des mesures d'urgence.
- Veiller à ce que les pêcheurs aient accès à des outils de pêche neufs (hameçons, filets, etc.) au moyen de transferts monétaires, d'assistance en nature ou de coupons à échanger auprès des commerçants locaux.
- Faciliter l'accès au crédit (soit en offrant de l'argent à crédit, soit en fournissant des produits à crédit) pour permettre aux ménages de pêcheurs pauvres de se remettre à pêcher.
- Renforcer et soutenir la formation en droit humanitaire et aux droits humains des forces militaires et d'autres forces de sécurité.
- Soutenir les communautés de pêcheurs pour qu'elles élaborent leur propre analyse des risques et développent des propres mesures de protection, éventuellement en établissant un mécanisme d'alerte des risques d'atteinte à la de protection (par exemple, par l'intermédiaire de coopératives de pêche) pour suivre la situation en termes de protection et remédier aux cas individuels de manière appropriée et en temps opportun.

2. Système de marché du poivron rouge séché

La culture irriguée du poivron de Koumadougou, baptisé localement « or rouge » en raison de sa valeur marchande élevée, est l'une des principales cultures de rente dans la région de Diffa. En fait, bien que sur le plan agricole Diffa soit l'une des régions les plus démunies du Niger, elle est considérée comme une zone « phare » au niveau régional en raison de sa production normalement importante de poivron[14]. Qu'ils se livrent à des activités de cueillette, de récolte, de séchage, de stockage, de transport ou de vente, sur le plan historique les habitants pauvres, à revenu moyen et aisés de la région on tous bénéficié de cette culture de rente clé. Les évaluations d'Oxfam ont révélé que, historiquement, environ 80 % des ménages ruraux dans la région de Koumadougou (et même la totalité d'entre eux dans certains villages) étaient impliqués directement ou indirectement dans une forme ou une autre de production de poivron rouge à petite échelle. Les ménages pauvres ou très pauvres réalisaient sur ce marché plus de 50 % de leurs revenus, que ce soit sous forme de travail journalier, de métayage ou de production de poivron à petite échelle.

Depuis février 2015, la valeur et le volume du marché du poivron rouge séché dans la région de Diffa accusent un très net recul. La zone de la Koumadougou est devenue fortement militarisée tout en enregistrant une énorme augmentation de réfugiés et de personnes déplacées en 2015 et 2016. De nombreux cultivateurs de poivron se sont eux-mêmes retrouvés déplacés et séparés de leurs terres productives. Quant à ceux restés près de leurs terres, la plupart n'y accèdent que de manière limitée en courant de grands risques, comme l'ont indiqué les agriculteurs interrogés par Oxfam. Les données d'Oxfam montrent une diminution de 96 % du nombre d'individus déclarant tirer un revenu de la culture du poivron depuis le début du conflit. Ceux qui continuent à travailler en tant que petits cultivateurs de poivron ne gagnent que 64 % des revenus qu'ils en tiraient avant le début du conflit engagé par Boko Haram. Leur production a chuté, passant de 50 à 100 sacs par récolte de poivron à une moyenne de 10 à 50. Les populations craignent beaucoup les attaques, les pillages et les extorsions perpétrés par Boko Haram dans les champs, sur les routes et dans leurs villages, surtout la nuit. De surcroît, en raison de la forte présence militaire, certains agriculteurs, des femmes principalement, ne se sentent pas en sécurité pour accéder à leur champ. Sous le régime actuel de l'état d'urgence, les producteurs de poivron sont tenus d'obtenir une autorisation pour l'achat d'intrants agricoles, particulièrement des engrais et du carburant, que le gouvernement déclare pouvoir être utilisés pour la fabrication d'explosifs. En raison de ces règles, les producteurs disposent de quantités limitées d'engrais et ne sont donc pas en mesure de fertiliser les mêmes superficies de terre qu'auparavant. Ces mesures restrictives ont également tendance à forcer les populations à se livrer à du commerce illicite pour accéder aux intrants nécessaires, ce qui accroît les risques pris pour poursuivre leurs activités. Les revenus des petits cultivateurs de poivron se sont effondrés en raison de la faiblesse des prix et de la baisse des capacités de production, dues principalement aux restrictions d'accès aux terres productives. Par ailleurs, les commerçants qui vendaient auparavant plus de 80 % de leur production de poivron au Nigeria doivent maintenant prendre de nouvelles routes plus longues, en encourant des frais et des risques considérables pour eux-mêmes et leurs marchandises, afin de traverser la frontière à Zinder plutôt qu'en empruntant l'ancienne route qui passe par Damasak[15]. De nombreux acteurs impliqués dans le marché du poivron séché ont dû recourir à des stratégies d'adaptation supplémentaires pour pallier leur absence de revenus, et disent être confrontés à des risques d'atteinte à la protection supplémentaires. Sur les ménages anciennement cultivateurs de poivron interrogés lors de l'évaluation multisectorielle d'Oxfam, 41 % d'entre eux font part de l'éclatement de leurs familles, que ce soit pour avoir accès à davantage d'assistance humanitaire ou pour trouver du travail.

Les principales recommandations pour le marché du poivron rouge séché sont les suivantes :

À l'intention du gouvernement du Niger

- Réévaluer les mesures introduites en vertu de l'état d'urgence qui ont un impact négatif sur les moyens de subsistance liés à la production de poivron et qui accroissent l'exposition des acteurs de ce marché à des menaces, notamment :
  - en améliorant l'accès des producteurs à l'achat de carburant et d'engrais ;
  - en revoyant les mesures qui restreignent la liberté de mouvement et la capacité de commercer des populations (par ex. le couvre-feu et l'interdiction de circuler à moto).
- Donner la priorité à la sécurité et la protection des civils, leur dignité et leurs droits humains en vertu des lois nationales, ainsi que des cadres régionaux tels que la Convention de Kampala et la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur les réfugiés, le droit international humanitaire et des droits humains et les normes humanitaires.
- Élaborer des stratégies efficaces pour cerner et minimiser les risques d'atteinte à la protection résultant de l'état d'urgence afin de protéger les ménages de cultivateurs pauvres et d'autres acteurs vulnérables de la chaîne. Celles-ci passent notamment par le renforcement de la formation des forces de sécurité et des agents civils concernant leurs obligations et les droits des personnes en vertu de droits humains et des normes du droit humanitaire, ainsi que par la consolidation des mécanismes de responsabilisation.

À l'intention des bailleurs de fonds et des Nations unies

- En plus de financer des réponses aux besoins d'urgence critiques, les bailleurs de fonds devraient financer des programmes de rétablissement et de développement des moyens de subsistance pour les ménages de cultivateurs de poivron pauvres touchés par le conflit dans la région de Diffa (voir ci-dessous).
- Assurer une meilleure coordination entre les acteurs des secteurs humanitaire, du développement et privé pour renforcer les liens et mettre en œuvre des programmes humanitaires et de relèvement précoce qui soutiennent le rétablissement des moyens de subsistance des populations, leur apportent des options alternatives de moyens de subsistance et renforcent leur résilience.
- Faire pression sur le gouvernement du Niger afin de réévaluer les mesures liées à la production de poivron instaurées au titre de l'état d'urgence qui portent atteinte aux moyens de subsistance de la population et accroissent les risques d'atteinte à la protection, notamment :
  - en améliorant l'accès des producteurs à l'achat de carburant et d'engrais ;
  - en revoyant les mesures qui restreignent la liberté de mouvement et la capacité de commercer des populations (par ex. le couvre-feu et l'interdiction de circuler à moto).
- Faire pression auprès du gouvernement en vue d'élaborer des stratégies efficaces pour cerner et minimiser les risques d'atteinte à la protection résultant de l'état d'urgence afin de protéger les ménages de cultivateurs pauvres et d'autres acteurs vulnérables de la chaîne. Celles-ci passent notamment par le renforcement de la formation des forces de sécurité et des agents civils des pouvoirs publics concernant leurs obligations les droits des personnes en vertu des droits humains et des normes du droit humanitaire, ainsi que par la consolidation des mécanismes de responsabilisation.

À l'intention du gouvernement du Niger, des bailleurs de fonds, des organisations humanitaires et de développement

- Apporter un soutien adapté au marché (transferts monétaires avec restrictions, assistance en nature ou coupons) pour que les producteurs de poivron/métayers pauvres puissent subvenir à leurs besoins.
- Soutenir les petits cultivateurs de poivron en améliorant l'irrigation des terres productives (par ex. trous de forage, systèmes de micro-irrigation) et les techniques agricoles utilisées (meilleures variétés de semences, diversification des cultures, compostage, etc.).
- Soutenir les petits cultivateurs de poivron pour qu'ils aient accès au crédit (soit en offrant de l'argent à crédit, soit en fournissant des produits à crédit).
- Faciliter l'organisation en coopératives des cultivateurs de poivron pour faciliter le partage des connaissances et des compétences, favoriser la protection à base communautaire et renforcer leur pouvoir d'achat et de vente.
- Faciliter le partage d'informations sur le marché pour les cultivateurs de poivron (par ex. par la fourniture de téléphones, de crédit et de contacts).
- Renforcer et soutenir la formation sur le droit international humanitaire et les droits humains des forces militaires et d'autres forces de sécurité.
- Soutenir les communautés d'agriculteurs pour qu'elles élaborent leur propre analyse des risques et développent des mesures de protection, éventuellement en établissant un mécanisme d'alerte des risques de'atteinte à la protection (par exemple, par l'intermédiaire de coopératives) pour suivre la situation en termes de protection et répondre aux cas individuels de manière appropriée et en temps opportun.

CONCLUSION

L'expansion et l'intensification du conflit qui sévit entre Boko Haram et les opérations militaires ont eu ces dernières années un impact dévastateur sur le bassin du lac Tchad et sur la population de la région de Diffa au Niger. Alors que le conflit ne fait que se prolonger, il devient toutefois important d'envisager les possibilités qui permettraient aux communautés de gagner leurs propres revenus, d'accroître leur résilience, de renforcer leurs capacités de protection et de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire. Les marchés du poisson fumé et du poivron rouge séché sont deux des marchés les plus essentiels de la région de Diffa. Ils présentent des possibilités où toutes les couches de la société pourraient s'engager directement ou indirectement dans des activités génératrices de revenus. Ils ont également joué un rôle historique important dans l'économie locale, régionale et nationale. Le soutien à ces marchés serait non seulement bénéfique aux cultivateurs de poivron et aux ménages de pêcheurs pauvres, mais il pourrait aussi avoir des effets multiplicateurs pour bénéficier à d'autres communautés vulnérables touchées par le conflit dans la région de Diffa et à l'économie locale dont elles dépendent.

Les actes de violence perpétrés par Boko Haram sont indubitablement un élément de dissuasion essentiel à beaucoup de ceux qui souhaitent reprendre leurs moyens de subsistance. Il n'empêche que dans le contexte actuel, l'état d'urgence imposé dans la région de Diffa constitue le facteur prohibitif prépondérant pour ces deux marchés. Les limitations et les restrictions décrétées par le gouvernement au titre des mesures d'urgence n'ont pas seulement pour effet d'empêcher les populations de gagner leur vie grâce au poisson fumé et au poivron rouge séché, mais elles les poussent vers de nouveaux moyens, plus risqués, de gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de leurs familles. Maintenant que la pêche est illégale, la plupart des ménages de pêcheurs ont complètement abandonné toutes activités de pêche et certains envoient leurs jeunes filles vendre de la nourriture, en les exposant à des risques accrus de violence sexuelle. Cela exacerber la situation de crise humanitaire et contraint les populations à devenir tributaires de l'aide humanitaire, alors qu'elles sont déjà pauvres et vulnérables et connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Les données d'Oxfam ont fait apparaître une chute vertigineuse de 91 % en moyenne des revenus mensuels depuis février 2015 parmi tous les ménages interrogés, qui en moyenne ne gagnaient que 4500 francs CFA (7,5 dollars).

Oxfam appelle le gouvernement du Niger, les Nations unies, les bailleurs de fonds et la communauté humanitaire au Niger à apporter une aide humanitaire vitale aux populations touchées par le conflit dans la région de Diffa, et à soutenir le développement de moyens de subsistance sûres et sans danger pour les personnes les plus touchées par cette crise, soit à travers des stratégies actuelles ou en développant de nouvelles. La participation du gouvernement et des communautés est nécessaire pour réévaluer les mesures introduites en vertu de l'état d'urgence qui entravent et détruisant les moyens traditionnels de subsistance des populations et leurs activités génératrices de revenus, spécialement pour les marchés de la pêche et du poivron. Ces mesures infligent un prix à payer trop élevé aux producteurs de poivron et aux ménages de pêcheurs pauvres. Il est indispensable de leur permettre de reprendre sans danger leurs activités de pêche et de production de poivron : non seulement ces marchés représentent pour eux une bouée de sauvetage, mais ils sont également vitaux pour le fonctionnement de l'économie locale et régionale. À plus long terme, ces mesures risquent aussi d'être contreproductives : des recherches passées ont en effet démontré que les difficultés financières et l'absence d'opportunités peuvent inciter certains, et surtout des jeunes, à rejoindre les rangs de Boko Haram[16]. Il est extrêmement important d'accorder une attention particulière à l'impact exercé par les mesures qui ont été prises en vertu de l'état d'urgence sur la protection des populations. Faute d'une vision à long terme pour les habitants de la région de Diffa, nous risquons de nuire à leurs moyens de subsistance, de prolonger et de renforcer leur exposition à des risques d'atteinte à la protection et d'endommager l'économie, les systèmes et les communautés sur le plan local.

AUTEURS ET REMERCIEMENTS

Le présent résumé ainsi que le rapport complet ont été rédigés et compilés par Corrie Sissons (Conseillère Oxfam en sécurité alimentaire et moyens de subsistance vulnérables en situation d'urgence (EFSVL)) et Clotilde Lappartient (Conseillère Oxfam en protection). Oxfam tient à remercier son partenaire Alternatives Espaces Citoyens (AEC) pour son soutien et sa contribution apportés au travail de terrain en particulier. Nous sommes également reconnaissants du dévouement et du travail acharné des deux équipes à Diffa, comprenant Mahamane Salissou, Kanta Djadji, Moustapha Kiari, Abarchi Hammisou, Marah Mamadou et Grah Elhadj Warouma..

NOTES

[1] Comme l'ont révélé les évaluations multisectorielles d'Oxfam, plus de 18 % des personnes interrogées ont indiqué que l'un des membres de leur famille avait été tué lors d'une attaque de Boko Haram sur des civils, et la majorité d'entre elles continuent de considérer les attaques de Boko Haram comme la plus grande menace à laquelle elles sont confrontées.

[2] Rapport sur le développement humain en Afrique, PNUD, Septembre 2016.

[3] www.emma-toolkit.org

[4] La pêche est pratiquée principalement par des hommes, mais toute la famille est impliquée dans le processus de séchage.

[5] Évaluation des stocks de poissons, Direction régionale de Diffa de l'environnement de la salubrité urbaine et du développement durable, 5 mai 2015 ; **La Chambre Régionale d'Agriculture de Diffa se préoccupe de la pêche**, Note d'information / Filière pêche n°1, 5 septembre 2010

[6] HEA Sahel, février 2014 p. 3

[7] Niger-Diffa: Access, Insecurity and Internal displacements (as of 25 Nov 2016), OCHA

[8] Chiffres DREC, Octobre 2016

[9] 20 milliards de francs CFA pour les poissons et 8 milliards de francs CFA pour le poivron rouge séché

[10] Livelihoods Zoning 'Plus' Activity in Niger, FEWS Net et USAID, août 2011, p. 53.

[11] Profil de référence de l'économie des ménages ruraux de la zone de cultures de poivron de la Koumadougou à Diffa/Niger, HEA Sahel, Février 2014 p. 2.

[12] Livelihoods Zoning Plus Niger, Fews Net, février 2011 p. 44.

[13] Livelihood Zoning ''plus'' activity in Niger, Fews Net, 2011.

[14] Évaluation de marché du PAM, Diffa, décembre 2014.

[15] L'ancien trajet qui passait par Damasak faisait 125 km dans un sens, la route de Zinder-Matameye-Kano-Maiduguri, quant à elle, fait 1283 km de long dans un sens.

[16] Motivations and Empty Promises: Voices of former Boko Haram combatant and Nigeria youth, Mercy Corps, avril 2016.

Rapports de recherche d'Oxfam
Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations, ou pour commenter ce rapport, veuillez envoyer un e-mail à Corrie Sissons - cissons@oxfam.org.uk

© Oxfam GB décembre 2016

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB l'ISBN 978-0-85598-845-6 en décembre 2016.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam
Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (http://oxfamibis.dk/)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Membre observateur :
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

OXFAM